

**Journée de l'économie**  
**Discours du président**  
Vendredi 4 septembre 2015

Seul le discours prononcé fait foi.

## Innover et veiller à un environnement stable plutôt que de réglementer

**Les défis de l'économie suisse d'hier et de demain**

Heinz Karrer, président

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à cette Journée de l'économie. Je suis ravi d'accueillir autant de représentants des milieux économiques et politiques. Vous exprimez ainsi votre attachement à notre organisation, ce dont je vous remercie.

Je salue aussi tout spécialement Robert Küng, qui, en tant que représentant du canton de Lucerne, notre hôte, célèbre avec nous cette Journée. Je suis aussi enchanté d'accueillir parmi nous des écoliers de l'Evangelischen Mittelschule de Schiers, option économie et droit. Une classe entière est venue accompagnée de deux enseignants, Heini Hagmann et Antje Reyher, pour soutenir l'équipe de jeunes entrepreneurs qui a fondé l'entreprise Oak Trend. Nous y reviendrons plus tard. Je suis heureux que nous entretenions des contacts avec les jeunes et que nous puissions discuter avec eux tout à l'heure lors du déjeuner.

Ce matin, quand j'ai longé le Lido et traversé le pont pour venir ici, j'ai admiré un magnifique bateau à roues à aubes. Cela m'a rappelé qu'enfant je m'accrochais à la rambarde de ces bateaux pour observer les mécaniciens à l'œuvre, tandis que les pistons de l'imposant moteur montaient et descendaient sans relâche. La pression nécessaire pour donner du mouvement à ces lourdes roues ne manquait jamais de m'impressionner.

La chaudière de l'économie suisse aussi subit une pression énorme en ce moment. Mais, contrairement à mes souvenirs d'enfance, cet état de fait m'inquiète plutôt qu'il ne me séduit. D'une part, nos entreprises font de leur mieux pour mener leurs bateaux à bon port à travers la tempête, respecter la feuille de route et veiller sur leurs clients et leur équipage. C'est déjà un défi. Je développerai ce point dans un instant. Paradoxalement, les milieux politiques observent ce phénomène, mais il arrive de plus en plus souvent que des décisions politiques viennent obstruer les conduites et donc enrayer le bon fonctionnement des machines. Et nous savons tous que la pression exercée sur l'économie suisse s'est encore accrue avec la décision de notre Banque nationale de lever le cours plancher avec l'euro. La situation est grave : certains capitaines de navire ont déjà distribué les gilets de sauvetage.

## 1 Retour en arrière

Permettez-moi de commencer par jeter un regard sur le chemin parcouru. Je relèverai trois points :

- Au cours des douze derniers mois, le peuple suisse a été appelé à se prononcer sur dix projets intéressants les milieux économiques. L'économie est soulagée et ravie que toutes les initiatives populaires qui lui étaient hostiles aient été refusées nettement dans les urnes. Rappelons ici le refus net de l'initiative Ecopop (74,1 % de non), de celle sur l'or (77,3 %), de l'initiative populaire « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie » (92 % de non) et de l'initiative qui visait à introduire un impôt sur les successions (71 % de non). Mais, ne nous faisons pas d'illusions : au vu des objets politiques à venir, notre prospérité est toujours susceptible de subir des dommages potentiels importants.
- Bien entendu, nous ressentons aussi toujours les conséquences du 15 janvier. L'onde de choc provoquée par la levée du cours plancher avec l'euro et l'introduction de taux d'intérêt négatifs reste perceptible. Il est même probable qu'elle s'amplifie au cours des mois à venir. Une enquête de Swissmem<sup>1</sup> montre qu'un tiers des entreprises sondées s'attendent à des pertes opérationnelles en 2015. Une entreprise sur six prévoit de délocaliser à l'étranger au moins une partie de sa chaîne de valeur. Si on considère le commerce extérieur<sup>2</sup> et d'autres indicateurs<sup>3</sup>, il ne fait pas de doute que nous allons au-devant d'adaptations douloureuses. Dans ces conditions, on s'étonne quand même que le monde politique à Berne, certes conscient de la situation, semble poursuivre, imperturbablement, sur sa lancée au lieu de veiller à ne pas détériorer davantage les conditions-cadre de l'économie<sup>4</sup>. Certains milieux préfèrent remettre en question l'indépendance de notre Banque nationale. Permettez-moi de le redire : nous avons la plus grande confiance dans la Banque nationale. Il est essentiel de préserver son indépendance, également après sa décision controversée du 15 janvier.
- L'année écoulée a également été marquée par des discussions intenses et parfois vives sur nos relations futures avec l'Union européenne. Les relations commerciales avec l'UE sont essentielles pour l'économie suisse. Les accords bilatéraux, en particulier celui sur la libre circulation des personnes (ALCP), constituent les fondements de ces relations et doivent absolument être maintenus. C'est pourquoi, à la fin mai, *economiesuisse* s'est exprimée de manière critique sur la proposition du Conseil fédéral de mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse ». En effet, son projet est encore plus restrictif que les dispositions constitutionnelles. Nous avons au contraire besoin d'une mise en œuvre tenant compte des besoins de l'économie et des accords avec l'Europe. J'y reviendrai dans un instant.

Je clos maintenant ce retour en arrière par deux éléments positifs. Premièrement, je sens parmi nos membres et nos collaborateurs une motivation énorme à défendre les intérêts de l'économie. Je saisis cette occasion de remercier sincèrement Monika Rühl, mais aussi tous les collaborateurs. Dans nos cinq sièges, nous pouvons compter sur des collaborateurs motivés qui s'engagent pour des conditions-cadre optimales en faveur des entreprises en Suisse, ce qui me remplit de fierté. Deuxièmement, dans le cadre de l'initiative « Économie et société », nous avons lancé, conjointement avec la chaîne télévisée Joiz, trois émissions pilotes visant à sensibiliser les jeunes à l'économie. Par des visites d'entreprise, des discussions avec des invités et de nombreuses interactions avec le public, les émissions « Inside Economy » éclairent de manière divertissante des mécanismes économiques et des thématiques, tels

<sup>1</sup> <http://www.swissmem.ch/fr/news-medien/news/mem-industrie-der-starke-franken-hinterlaesst-sichtbare-spuren.html>

<sup>2</sup> Au premier semestre, le commerce extérieur de la Suisse a reculé de 2,6 % (exportations) et 7,4 % (importations). Les exportations de principes actifs pharmaceutiques ont fléchi de 20 %. <http://www.ezv.admin.ch/aktuell/04042/04081/05645/index.html?lang=fr&msg-id=58141>

<sup>3</sup> Hausse du taux de chômage à 3,1 % en 2016 par exemple (+5,2 % par rapport au même mois en 2014) : <http://www.seco.admin.ch/aktuell/00277/01164/01980/index.html?lang=fr&msg-id=58027>

<sup>4</sup> [http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/20150527\\_DP\\_Franc-fort.pdf](http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/20150527_DP_Franc-fort.pdf)

que les exportations, le franc fort, le transport de marchandises ou le fascinant esprit d'entreprise. À ce jour, ces émissions nous ont permis d'atteindre plusieurs dizaines de milliers de jeunes auditeurs.

## 2 Perspectives

Regardons vers l'avenir maintenant. Pour rester dans l'univers du nautisme, je dirais que les zones traversées, mais aussi les eaux vers lesquelles nous nous dirigeons présentent de nombreux remous et requièrent une bonne navigation. Permettez-moi de m'arrêter sur les thèmes majeurs pour les milieux économiques, avec une attention particulière pour la politique européenne.

### 2.1 Politique européenne

Mesdames et Messieurs, notre économie est l'une des plus européennes de tout le continent. Ce que je veux dire, c'est que la Suisse en tant que non-membre de l'UE est liée plus étroitement à l'Union européenne que les États membres, ou presque. Cela vaut aussi pour l'intégration au sein du marché intérieur de l'UE<sup>5</sup>. Selon une étude économique, seules la Belgique et l'Irlande sont plus fortement intégrées au marché intérieur pour ce qui concerne les exportations et importations de biens et services, les investissements directs et l'immigration. En 2014, les entreprises suisses ont exporté des marchandises pour plus de 128 milliards de francs vers l'UE et en ont importé, depuis l'UE, pour plus de 167 milliards de francs. C'est quatre fois et huit fois plus qu'avec les États-Unis<sup>6</sup>, notre principal partenaire commercial extra-européen. À l'inverse, nous sommes le troisième partenaire commercial de l'UE, derrière les États-Unis et la Chine. Ces chiffres montrent bien que l'idée voulant qu'il serait possible de compenser ce volume, en quelques années, grâce aux relations commerciales extra-européennes est très éloignée de toute réalité politique.

À cela s'ajoute que la Suisse a pu jusqu'à présent tirer parti de ces avantages, sans devoir participer à certaines formes problématiques de centralisation et d'intégration institutionnelle de l'UE. Nous savons tous que cela a radicalement changé avec le vote du 9 février 2014. En effet, en raison de la clause gillotine liant les accords bilatéraux I, c'est non seulement la libre circulation des personnes, mais aussi toute l'intégration au marché de l'UE qui se trouve menacée. Cela place la Suisse sans nul doute dans une position difficile pour négocier. Quelle que soit l'issue des négociations de politique intérieure et extérieure, une chose est certaine : le prix que la Suisse devra payer pour ses avantages sera vraisemblablement plus élevé que par le passé. Il n'y a pas si longtemps, on disait que la Suisse devrait s'inspirer de la Grèce pour ce qui est de la ténacité en matière de négociations. Au vu des événements actuels, on ne peut plus guère prendre au sérieux les déclarations dans ce sens. La Suisse n'est pas membre de l'UE et elle n'a pas intégré la zone euro. Elle ne reçoit pas d'aides, ne se trouve pas au bord de la banqueroute et ne vise certainement pas un conflit majeur avec l'UE.

Lors de la Journée de l'économie 2014, j'ai parlé d'une situation des plus difficiles et de nuages menaçants qui s'amoncelaient au-dessus de nos têtes. Je pense que rien n'a changé : ni les objectifs d'économiesuisse en matière de politique économique (garantir et développer l'accès au marché de l'UE) ni les incertitudes sur le chemin.

Cela ressort également d'une enquête<sup>7</sup> menée auprès de nos membres et réalisée en collaboration avec Credit Suisse et UBS : la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » est décisive pour l'évolution de l'emploi ainsi que pour des décisions d'investissement en Suisse. Quelque 60 % des 7000 entreprises sondées, représentant plus de 120 000 emplois, ont indiqué préparer une solution de remplacement. Aucune des sociétés interrogées ne prévoit pour l'heure de quitter la Suisse. Les sociétés se disent globalement confiantes dans les milieux politiques pour trouver une

<sup>5</sup> <http://www.nzz.ch/wirtschaft/die-schweiz-ist-staerker-integriert-als-viele-mitglieds-laender-1.18360889> ou <http://www.eu-index.uni-goettingen.de/?lang=de>

<sup>6</sup> [https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/de/documents/faq/schweiz-eu-in-zahlen\\_de.pdf](https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/de/documents/faq/schweiz-eu-in-zahlen_de.pdf)

<sup>7</sup> [http://www.economiesuisse.ch/de/themen/awi/bilwirtschaftsbez/seiten/detail.aspx?artID=WN\\_Umfrage\\_20150605](http://www.economiesuisse.ch/de/themen/awi/bilwirtschaftsbez/seiten/detail.aspx?artID=WN_Umfrage_20150605)

solution aussi rapidement que possible. À défaut, cela aurait des conséquences négatives fortes sur la place économique suisse. En particulier dans l'éventualité d'une mise en œuvre rigide de l'initiative « contre l'immigration de masse », un quart des sociétés environ s'attendraient à un recul des effectifs. Les craintes sont encore plus nettes quand on interroge les sondés sur le délai d'attente pour l'embauche de travailleurs étrangers : en cas d'attente supérieure à trois mois, plus de 70 % des entreprises s'attendraient aussi à un recul des effectifs, jusqu'à 15 % dans les cas extrêmes. Toutes les entreprises soutiennent de ce fait une mise en œuvre de l'initiative peu bureaucratique et tenant compte des besoins de l'économie.

Le Conseil fédéral a soumis son projet en consultation au mois de février dernier. Nous avons été déçus de constater qu'il va encore plus loin que les exigences des initiants. Ce projet est encore très éloigné d'une mise en œuvre de l'initiative tenant compte des besoins de l'économie. La disponibilité de main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour la compétitivité d'une place économique. À défaut, nous disposons d'un système induisant des pénuries et occasionnant des dommages importants sur le marché du travail.

En collaboration avec l'Union patronale suisse, *economiesuisse* a élaboré une solution pour la mise en œuvre de l'initiative. Celle-ci respecte la volonté populaire d'une restriction de l'immigration tout en utilisant la marge de manœuvre à disposition. D'une part, cette solution limite les risques et, d'autre part, elle préserve autant que possible les chances d'une percée dans les négociations avec l'Union européenne (contingents globaux et mécanisme de clause de sauvegarde)<sup>8</sup>. Je parle volontairement de « limiter » et de « chances d'une percée dans les négociations ». En effet, nous sommes toujours confrontés à un grand nombre de variables qu'il s'agit de combiner dans l'intérêt de la Suisse. C'est à cette condition que nous atteindrons la quadrature du cercle, en l'occurrence une mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » conforme à la Constitution et la préservation des accords bilatéraux avec l'UE.

Les interactions entre les différents dossiers et projets sont également influencées par les négociations entre l'UE et la Suisse relatives à un accord-cadre institutionnel. L'UE conditionne la recherche d'une solution dans le domaine de la libre-circulation des personnes et le maintien de l'accès de la Suisse au marché intérieur de l'UE à la conclusion d'un tel accord.

Que peuvent faire les milieux économiques dans ce contexte difficile pour donner les bonnes impulsions ? D'une part, je l'ai déjà indiqué, les milieux économiques ont présenté, fin mai, un projet en vue de la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse ». D'autre part, l'initiative « Avenir du marché du travail suisse », lancée par *economiesuisse* et l'Union patronale suisse en janvier, doit être poursuivie avec le même engagement. Cette initiative entend améliorer le taux d'activité des personnes âgées, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Il convient certes de rester réaliste : une économie forte continuera d'avoir besoin de main-d'œuvre qualifiée étrangère et même dans une mesure accrue en raison de l'évolution démographique. Néanmoins, au vu de la restriction de l'immigration, l'économie est appelée à apporter sa contribution et à exploiter encore mieux le potentiel de la main-d'œuvre indigène.

Les milieux économiques ne sont pas les seuls à devoir faire un effort. Quand on pense que les deux tiers des postes créés ces dernières années l'ont été par les pouvoirs publics et non par le secteur privé, il est clair que l'État doit aussi être invité à agir pour maximiser son efficacité et réduire les charges administratives. Le problème est le suivant : si l'on restreint l'immigration, l'État entrera en concurrence avec les entreprises privées pour obtenir sa part des contingents en justifiant l'augmentation de ses effectifs par l'accroissement de ses tâches, qui pour une bonne part résulte de réglementations inutiles. *economiesuisse* estime que seuls des efforts combinés de l'État et des milieux

<sup>8</sup> [http://www.economiesuisse.ch/de/PDF%20Download%20Files/MM\\_Umsetzung\\_20150529.pdf](http://www.economiesuisse.ch/de/PDF%20Download%20Files/MM_Umsetzung_20150529.pdf)

économiques seront à même de réduire durablement l'immigration, sans mettre en jeu la prospérité de la Suisse.

Je pense que vous serez d'accord avec moi si je dis, en guise de conclusion, que les décisions de politique européenne seront déterminantes pour les entreprises, la prospérité et les individus en Suisse. Des expériences sont exclues à nos yeux – on ne joue pas avec le feu. Le fait que des orateurs de tous partis acceptent de discuter de la clause de sauvegarde pour piloter l'immigration est un signal encourageant. Cela dit, les milieux économiques ont aussi besoin de soutien actif concret dans le processus politique. Au lieu de minimiser l'importance des accords bilatéraux ou de continuer à surréglementer le marché du travail, le Parlement ferait plus pour nos entreprises en se mobilisant pour renforcer la place économique suisse et en défendant les accords bilatéraux.

Vous le voyez, ce dossier subit également beaucoup de pression en ce moment. Et, comme dans le cas du bateau à vapeur, si elle est utilisée à bon escient, la pression donne de l'élan et nous fait avancer. Si les milieux économiques et politiques orientent tous deux cette pression dans la bonne direction, nous arriverons aussi à bon port en ce qui concerne en politique européenne.

Les eaux européennes présentent des défis de taille, mais c'est aussi le cas des politiques financière et fiscale, de la réforme de l'imposition des entreprises III et de la réforme de la prévoyance vieillesse.

## 2.2 Réforme de l'imposition des entreprises III

Pour la Suisse et son économie, le développement de l'imposition des entreprises est un thème prioritaire. Nous tous profitons largement de la présence en Suisse de dizaines de milliers de sociétés internationales – helvétiques et étrangères. Aussi est-il des plus importants de continuer à garantir à ces entreprises la sécurité de planification nécessaire et une imposition concurrentielle à l'échelle internationale. L'enjeu de ce projet n'est rien d'autre que le rayonnement international de la Suisse en tant que place économique et fiscale.

Une place économique attractive n'est pas une fin en soi. Il est, bien sûr, question d'entreprises – de groupes et de milliers de PME installés dans notre pays. Cependant, il en va également de nos finances publiques et de notre prospérité en général : les sociétés à vocation internationale présentes en Suisse paient plus de 5 milliards de francs par an d'impôts sur le bénéfice. Elles travaillent avec des fournisseurs, des PME sises dans toute la Suisse qui paient des impôts. Elles représentent des centaines de milliers d'emplois qui génèrent à leur tour des recettes importantes. Dans ce contexte, il est difficile de comprendre comment on peut invoquer l'argument des pertes de recettes fiscales pour combattre la réforme. Et n'oublions pas que ce sont les directeurs cantonaux des finances qui ont dit : « Ne rien faire n'est pas une option et aurait des conséquences financières autrement plus coûteuses. »

Contrairement à ce qu'affirme souvent la gauche, les milieux économiques n'appellent pas de leurs vœux de nouveaux privilèges fiscaux. Il s'agit au contraire d'éviter une détérioration massive de l'imposition sur la place économique suisse. Nous soutenons majoritairement le train de mesures élaboré avec soin par la Confédération et les cantons. Ce dont l'économie a besoin maintenant c'est d'un traitement parlementaire et d'une mise en œuvre rapides. La balle est dans le camp des milieux politiques.

Il ne fait pas de doute que cette réforme apportera beaucoup à la Suisse : la sécurité juridique, la visibilité en matière de planification pour les entreprises concernées, l'acceptation internationale et des perspectives pour les finances publiques. C'est pourquoi j'en appelle aux milieux politiques : nous devons absolument réussir à faire avancer rapidement cette réforme. À défaut, d'autres places économiques sauront mettre ce temps à profit. Ces prochaines années seront décisives pour la concurrence fiscale internationale. La Suisse doit, dans son propre intérêt, se positionner de manière optimale. Les conditions sont réunies pour qu'elle puisse le faire, mais elle doit saisir les chances.

### 2.3 Réforme de la prévoyance vieillesse

Un autre thème sur lequel nous travaillons intensément, avec l'Union patronale suisse, est la réforme de la prévoyance vieillesse. Notre système avec ses trois piliers a fait ses preuves au fil des décennies. Cela dit, son financement n'est plus adapté à la situation actuelle. Le problème est identifié, c'est le changement démographique. Depuis la création de l'AVS, en 1948, l'espérance de vie des hommes et des femmes âgés de 65 ans, en Suisse, s'est allongée de 50 %. Dans le même temps, le taux de natalité a fortement diminué. En conséquence, le rapport entre les retraités et la population active se détériore nettement : celui-ci est passé de 6,5 pour 1 en 1948 à 3,5 pour 1 aujourd'hui. D'ici à 2040, il dégringolera à 2 pour 1.

Mesdames et Messieurs, le temps presse. L'an dernier, les recettes de l'AVS ne suffisaient déjà plus pour financer les rentes en cours. L'objectif de la réforme n'est toutefois pas seulement d'assainir la prévoyance vieillesse, mais aussi de garantir le niveau actuel des rentes. Les milieux économiques soutiennent clairement cette ligne. Ils souhaitent apporter une contribution importante pour assurer l'avenir de la principale assurance sociale suisse et assumer leurs responsabilités à l'égard de la société. Le message adressé par Economiesuisse et l'Union patronale suisse au Conseil fédéral, sur cette question, est clair : (1) Nous devons éviter de surcharger le bateau. (2) Des mesures unilatérales ne suffiront pas à garantir l'AVS.

Le projet du Conseil fédéral est surdimensionné tant sur le plan du contenu que sous l'angle politique. Il est urgent de fixer des priorités claires et de se concentrer sur celles-ci. Selon les milieux économiques, il y a, pour l'essentiel, quatre mesures prioritaires : porter l'âge de la retraite de référence à 65 ans pour les hommes et les femmes, assouplir la perception de la retraite entre 62 et 70 ans, relever le taux de TVA de 0,6 point et réduire le taux de conversion minimum à 6,0 % tout en prévoyant des mesures de compensation. Il est tout aussi important d'introduire, dans un deuxième projet, une règle de stabilisation pour l'AVS afin d'éviter une déroute financière. Mais soyons réalistes : même si on priorise les mesures, la réforme de la prévoyance vieillesse représente un tour de force politique et financier. À supposer que nous réalisons la première étape d'ici à 2018, nous devons éviter encore de nombreux écueils. Et si nous échouons, l'AVS risque d'accumuler des déficits annuels de plus de 8,3 milliards de francs d'ici à 2030.

Pendant que nous discutons d'une réforme de la prévoyance vieillesse la plus raisonnable possible, la gauche revendique des prestations totalement déraisonnables. Je pense à l'initiative populaire « AVSplus » sur laquelle nous voterons l'année prochaine. Ses auteurs demandent une augmentation généralisée des rentes AVS de 10 %. Garantir les rentes actuelles constitue déjà un défi énorme – souvenons-nous de l'échec de la réforme de l'AVS en 2010 –, de sorte que des coûts supplémentaires de plus de 5 milliards de francs par an sont en décalage complet avec la réalité. En cas d'acceptation de l'initiative, le défaut de financement total pourrait atteindre 14 milliards de francs d'ici à 2030. Une chose est sûre : l'économie combattra l'initiative de toutes ses forces. Il faut espérer que le Parlement et le peuple refuseront clairement cette idée déconnectée de la réalité.

### 2.4 Politique énergétique

Dans le domaine de la politique énergétique aussi la mer est plus agitée depuis quelque temps. La Stratégie énergétique 2050 de la Confédération part, certes, d'une bonne intention. Mais, il faut savoir que si nous ne garantissons pas la sécurité d'approvisionnement en Suisse de manière fiable, nous risquons une panne d'électricité généralisée à l'échelle nationale, ce qui coûte facilement 2 à 4 milliards<sup>9</sup> de francs – par jour.

Au lieu de miser sur une refonte de l'approvisionnement énergétique à la fois finançable et en phase avec les besoins de l'économie, le Conseil fédéral privilégie des subventions et prescriptions massives

<sup>9</sup> Calculs de l'Association des entreprises électriques suisses (AES)

tous azimuts. Alors que notre système fonctionne bien. Permettez-moi de revenir sur quelques principes fondamentaux :

- (1) Gardons-nous de mettre en place un système de subventions dont nous ne pourrions plus nous défaire. La promotion des énergies renouvelables devrait se faire par un financement initial limité tant dans son ampleur (1,5 ct./kWh) que sur sa durée (jusqu'en 2020).
- (2) La principale source d'énergie de la Suisse est l'énergie hydraulique avec une part de 56 %<sup>10</sup>. Or celle-ci est menacée par les subventions élevées versées au sein de l'UE. Ici aussi, attention à ne pas commettre les mêmes erreurs que les pays voisins en ce moment. Autrement dit, pas de développement des subventions.
- (3) Gardons toutes les options ouvertes. Sachant que notre économie est aux prises avec le franc fort et que les groupes électriques dans toute l'Europe font face à des pertes de valeur de 60 %, nous devrions éviter de fermer la porte à des technologies plus propres et plus sûres dans le domaine du nucléaire et du gaz. À l'instar des entreprises avec les risques, nous devrions diversifier notre approvisionnement énergétique et non tout miser sur la même carte.
- (4) En raison de la force actuelle du franc, mais pas seulement, il importe d'éviter à nos entreprises des réglementations lourdes et des démarches inutiles. Au final, ce sont les clients et non l'État qui doivent décider quelle énergie ils souhaitent acheter à qui. Plutôt qu'une intensification des interventions sur le marché, nous avons besoin d'une intégration accrue dans le marché européen de l'électricité. Pour ce faire, nous avons besoin d'un accord sur l'électricité avec l'UE.

En ce moment, l'économie planifiée l'emporte sur l'économie de marché en politique énergétique, et le cavalier seul national sur l'intégration dans les réseaux internationaux. Cette tendance inquiétante doit être corrigée. La mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 renferme de nombreux risques incalculables. Pour les milieux économiques, elle n'est pas acceptable dans sa forme actuelle.

### 3 Conclusion

Mesdames et Messieurs, on peut dire sans exagérer que les défis auxquels la Suisse fait face aux niveaux national et international sont de taille, même très grands. Selon différents classements, notre pays est toujours considéré comme l'un des plus innovants et des plus compétitifs au monde. Paradoxalement, il semble que notre prospérité ait tellement augmenté ces dernières années que l'on observe des « signes de saturation ». Si les appels à davantage de contrôles et d'interventions étatiques, ou davantage de cloisonnement, se font plus pressants aujourd'hui, c'est peut-être aussi parce que le succès est en partie considéré comme allant de soi. Nous devons construire aujourd'hui une Suisse qui sera prospère demain. Et les défis à venir ne pourront pas être relevés sans une économie forte. L'économie doit être perçue comme un élément de la solution, et non du problème. À ce titre, nous avons besoin de la confiance des milieux politiques et de la société. Nous y avons travaillé au cours de l'année écoulée. Dans un dialogue ouvert et respectueux avec la population, le Parlement ou l'administration. C'est ainsi aussi que nous continuerons de défendre les intérêts de l'économie suisse.

Ces jours-ci, nos bateaux à aubes sont accueillis à Lucerne par des envolées musicales. En effet, le KKL, le Palais de la culture et des congrès, héberge en ce moment le Lucerne Festival. Pour moi, ces concerts sont toujours une révélation. J'admire la finesse, l'empathie, l'engagement mais aussi la précision, la puissance et la présence avec lesquels les différentes sections interagissent, offrant à l'auditeur des moments inoubliables. La Suisse possède beaucoup des qualités de cet orchestre et gardait le rythme jusqu'à présent – même s'il y avait des perturbations dans la salle. Cet automne, les élections du Parlement fédéral, modifieront en partie l'une des sections de notre orchestre. J'espère qu'à cette occasion la nécessité d'une section économique forte gagnera du terrain au Palais fédéral. Les milieux écono-

<sup>10</sup> <http://www.bfe.admin.ch/themen/00490/00491/>

miques ne réclament pas un point d'orgue dans la partition s'il n'est pas nécessaire. Ils savent aussi que pour une exécution réussie, toutes les sections doivent jouer ensemble. Il faut espérer que le Parlement de la nouvelle législature se mettra rapidement d'accord sur la bonne tonalité, car nous avons besoin de fondements économiques solides, mais aussi de soutien politique et de la volonté de la société de faire avancer la Suisse. La bonne musique, à l'instar des pays prospères, a ceci de remarquable qu'elle conserve magistralement cet équilibre. Contribuez à ce que la Suisse reste dans la course.

Je vous remercie de votre attention.